

DECISION N°FranceAgriMer/MAEI/2020/02 relative aux délégations de signature des agents de la Mission des Affaires européennes et internationales

La directrice générale de FranceAgriMer,

Vu le Code rural et de la pêche maritime, notamment son livre VI,

Vu l'ordonnance n° 2009-325 du 25 mars 2009 relative à la création de l'Agence de services et de paiement et de l'établissement national des produits de l'agriculture et de la mer,

Vu le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique,

Vu le décret du 6 avril 2017 portant nomination de la directrice générale de l'établissement national des produits de l'agriculture et de la mer,

Vu la décision du 2 avril 2009 modifiée portant organigramme et organisation générale des services de l'établissement,

Vu la décision N°FranceAgriMer/MAEI/2020/01 du 27 février 2020,

Vu l'arrêté du 11 décembre 2019 portant approbation de la dissolution du groupement d'intérêt public « Agence pour le développement de la coopération internationale dans les domaines de l'agriculture et des espaces ruraux (ADECIA) »,

DÉCIDE :

Article 1 :

L'article 1 de la décision N°FranceAgriMer/MAEI/2020/01 susvisé est remplacé par les dispositions suivantes :

« En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Carole LY, cheffe de la mission des Affaires européennes et internationales, délégation de signature est donnée à Monsieur Régis RAFFIN, adjoint de la cheffe de la mission des Affaires européennes et internationales, pour tous les actes relevant des attributions de la mission des Affaires européennes et internationales, en ce compris ceux dévolus à FranceAgriMer à la suite de la dissolution du groupement d'intérêt public « ADECIA », et, en matière financière, pour :

- tous les actes relevant des attributions de la mission pris sur le budget de l'Union,
- tous les actes d'intervention relevant des attributions de la mission pris sur le budget national dans la limite de 150 000 €,
- tous les actes relatifs au fonctionnement de la mission dans la limite de 50 000 €,
- tous les actes relatifs aux comptes de tiers relevant de la mission dans la limite de 60 000 €.
- tous les actes relevant des attributions dévolues à FranceAgriMer à la suite de la dissolution du groupement d'intérêt public « ADECIA ».

Article : 2

La présente décision prend effet le lendemain de sa publication.

Fait à Montreuil, le 12 mars 2020

Christine AVELIN